LES FONDS FIDUCIAIRES EN ACTION

Banque européenne d'investissement

La banque de l'UE

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

FONDS POUR L'INITIATIVE RÉSILIENCE ÉCONOMIQUE

FONDS FIDUCIAIRE DE LA FEMIP

FONDS POUR LE SECTEUR DE L'EAU

PLATEFORME DU FINANCEMENT CLIMATIQUE LUXEMBOURG-BEI

FONDS FIDUCIAIRE D'ASSISTANCE TECHNIQUE EN FAVEUR DU PARTENARIAT ORIENTAL

FONDS FIDUCIAIRE UE-AFRIQUE POUR LES INFRASTRUCTURES

COLLABORER AVEC DES PARTENAIRES

La Banque européenne d'investissement (BEI) s'est engagée à promouvoir le développement durable en dehors de l'Union européenne (UE) et à contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable. La meilleure manière d'atteindre ces objectifs est de collaborer avec des partenaires.

Les ressources disponibles pour le financement du développement sont limitées. Pour maximiser l'utilisation qu'elle fait de ces ressources restreintes, la BEI a notamment recours à la création de fonds fiduciaires en collaboration avec la Commission européenne et les États membres de l'UE.

LES PRIORITÉS DE LA BEI À L'EXTÉRIEUR DE L'UNION EUROPÉENNE

Action en faveur du climat

Infrastructures vitales

Intégration régionale

Soutien aux entreprises de toutes dimensions

La BEI coopère avec les photographes Yann Arthus-Bertrand et Philippe Bourseiller pour attirer l'attention sur l'une de nos ressources les plus précieuses : l'eau. Cette photo montre le lac Natron, un lac de soude au pied du volcan Ol Doinyo Lengaï en Tanzanie. Seuls les flamants peuvent survivre dans cet environnement.
Photo : Philippe Bourseiller

POURQUOI DES FONDS FIDUCIAIRES ?

L'une des pierres angulaires de la mission de la BEI est l'octroi de financements qui attirent des investissements supplémentaires émanant d'autres institutions ou organisations. La participation de la Banque permet à un projet d'obtenir le financement total requis. Les fonds fiduciaires jouent un rôle essentiel dans la réalisation de cet objectif. La BEI s'appuie sur ces fonds fiduciaires pour rendre les projets plus bancables et plus durables en renforçant les capacités et les compétences au moyen d'une assistance technique couvrant le cycle de vie du projet.

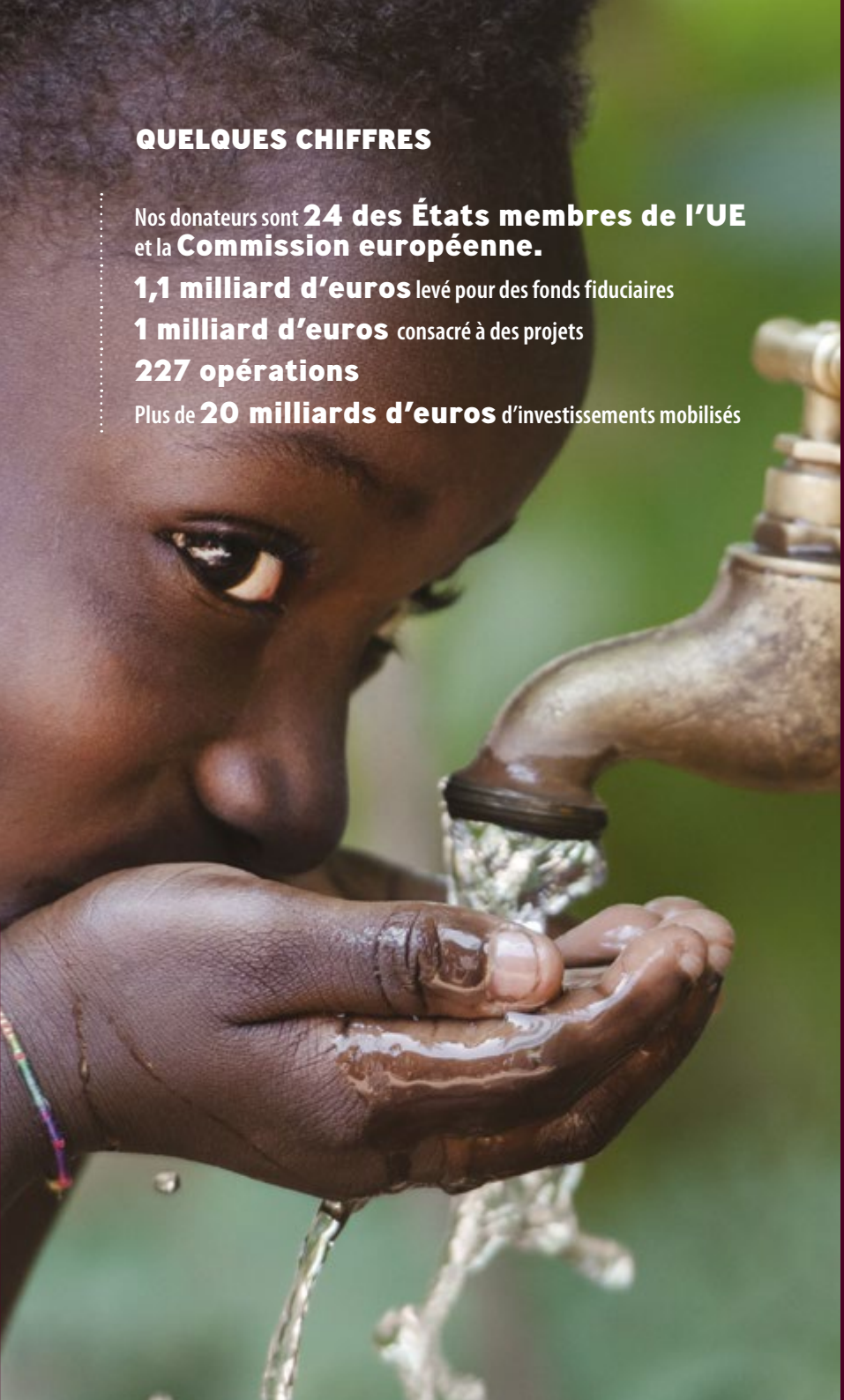
Grâce aux fonds fiduciaires, les donateurs sont en mesure d'avoir des incidences favorables durables sur la vie des habitants des pays en développement.

La collaboration avec des partenaires au sein de fonds fiduciaires permet à la BEI :

- d'améliorer la qualité et l'impact des projets ;
- de partager le savoir-faire et l'expérience pour rendre les futurs projets meilleurs ; et
- d'aider l'UE dans son objectif de dynamiser les économies émergentes.

DES FONDS FIDUCIAIRES POUR 75 PAYS

La BEI gère six fonds fiduciaires qui soutiennent des projets réalisés dans 75 pays. Les montants varient de 2 millions d'euros pour le Fonds pour le secteur de l'eau à 815 millions d'euros pour le Fonds fiduciaire UE-Afrique pour les infrastructures. La raison d'être de chacun de ces fonds est la même : aider les donateurs à atteindre leurs objectifs en matière de développement et à améliorer la vie de millions de personnes dans le monde.



QUELQUES CHIFFRES

Nos donateurs sont **24 des États membres de l'UE** et la **Commission européenne.**

1,1 milliard d'euros levé pour des fonds fiduciaires

1 milliard d'euros consacré à des projets

227 opérations

Plus de **20 milliards d'euros** d'investissements mobilisés

DONATEURS
BULGARIE
CROATIE
ITALIE
LITUANIE
LUXEMBOURG
POLOGNE
ROYAUME-UNI
SLOVAQUIE
SLOVÉNIE

ENGAGEMENTS DES DONATEURS
130 millions d'euros

OPÉRATIONS APPROUVÉES
7

PAYS ADMISSIBLES

RETOMBÉES ATTENDUES

161 000 emplois soutenus

Des prêts approuvés pour **3 150 entreprises**

De nouvelles installations universitaires pour **6 600 étudiants**

L'initiative Résilience économique (IRE) est un élément central de la réponse commune de l'Union européenne aux migrations et aux déplacements forcés dus à la guerre en Syrie. L'IRE appuie des investissements publics et privés qui aident les sociétés et les économies à relever les défis liés aux grands mouvements de population. L'IRE soutient le financement de projets de développement durable à long terme réalisés dans des pays exposés à des chocs induits par des conditions météorologiques extrêmes, des migrations et l'instabilité économique ou politique.

Le Fonds pour l'initiative Résilience économique rend les économies plus inclusives, en particulier pour les femmes et les jeunes, et aide les pays et les régions à mieux résister aux chocs soudains. L'IRE couvre les pays du voisinage méridional de l'Europe et les Balkans occidentaux. Elle a été lancée en 2017 et est financée par neuf États membres de l'UE.

PRIORITÉS

Développement du secteur privé

Croissance des petites entreprises et emploi

Gestion des déchets solides

Transports durables et aménagement urbain

Efficacité énergétique

FAITS MARQUANTS CONCERNANT LES PROJETS

Le Fonds IRE aide les jeunes pousses et les entrepreneurs d'Afrique du Nord à lancer leur activité ; il a investi dans Sawari Ventures North Africa Fund I (SVNFI) qui fournit des capitaux d'amorçage à de petites et moyennes entreprises. SVNFI a levé 50 millions de dollars de capitaux supplémentaires à la suite de la contribution du Fonds IRE de 11,3 millions de dollars. Les investissements effectués par SVNFI devraient **aider 300 entreprises et soutenir 5 000 emplois**.

Le Fonds IRE contribue au financement d'un projet d'aménagement urbain visant à assainir la rivière Lana qui coule à Tirana, la capitale albanaise, et à aménager des espaces urbains dans les environs. Les donateurs du Fonds IRE ont accordé une **aide à l'investissement de 2,4 millions d'euros** pour ce projet, qui devrait **bénéficier à quelque 65 000 habitants**.

* La BEI a suspendu les négociations en vue d'un accord avec la Libye. À la suite des sanctions prises par l'UE en novembre 2011, la BEI a par ailleurs suspendu toute activité en Syrie.

** Cette dénomination ne saurait être interprétée comme une reconnaissance de la Palestine en tant qu'État et est sans préjudice de la position de chaque État membre de l'UE à ce sujet.

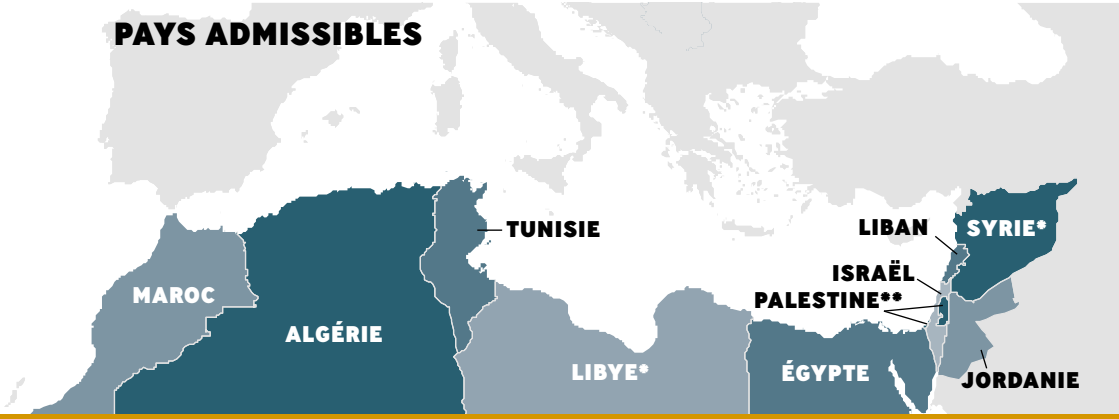
*** Cette désignation est sans préjudice des positions sur le statut et est conforme à la résolution 1244/1999 du Conseil de sécurité des Nations unies ainsi qu'à l'avis de la Cour internationale de justice sur la déclaration d'indépendance du Kosovo.

DONATEURS	
ALLEMAGNE	LUXEMBOURG
AUTRICHE	MALTE
BELGIQUE	PAYS-BAS
CHYPRE	PORTUGAL
ESPAGNE	ROUMANIE
FINLANDE	ROYAUME-UNI
FRANCE	SLOVÉNIE
GRÈCE	SUÈDE
IRLANDE	COMMISSION EUROPÉENNE
ITALIE	

ENGAGEMENTS DES DONATEURS
67 millions d'euros

OPÉRATIONS APPROUVÉES
84

PAYS ADMISSIBLES



RETOMBÉES ATTENDUES

123 000 emplois préservés dans des PME, des microentreprises et des entreprises de taille intermédiaire

Des services d'assainissement de meilleure qualité pour **1,2 million de personnes**

De l'énergie propre pour **260 000 foyers**

Le Fonds fiduciaire de la FEMIP vise à combler des déficits de financement dans les pays voisins du Sud de l'Europe. Il offre également un soutien renforcé par l'intermédiaire de Camena, une enveloppe consacrée à l'action pour le climat.

Le Fonds fiduciaire de la FEMIP complète les activités de la BEI dans le bassin méditerranéen en finançant de l'assistance technique, des études régionales et des opérations de capital-risque ciblées à l'appui d'entreprises innovantes.

PRIORITÉS

Petites entreprises

Infrastructures

Environnement

Recherche-développement, compétences et innovation

FAITS MARQUANTS CONCERNANT LES PROJETS

CoopMed est un projet pilote doté de 2 millions d'euros qui porte sur des investissements du secteur privé de petite dimension. Il fournit des **financements stables à long terme**, principalement sous forme de prêts subordonnés, à des institutions de microfinance et à d'autres intermédiaires financiers au Liban. Le projet a permis de renforcer la structure de financement et a encouragé des institutions à prêter davantage aux microentreprises, aux coopératives, aux **entreprises de l'économie sociale** et aux **initiatives économiques** menées par des organisations non gouvernementales.

Le Fonds fiduciaire de la FEMIP a mis à disposition une enveloppe de **2,1 millions d'euros sous forme d'assistance technique** pour soutenir un projet de modernisation des routes en Tunisie. Cette assistance technique a contribué à renforcer les capacités de gestion de la Tunisie pour ses projets routiers et à développer les connaissances des autorités pour améliorer les conditions de déplacement vers les principales villes du pays et réduire les encombrements et le nombre d'accidents.

* La BEI a suspendu les négociations en vue d'un accord avec la Libye. À la suite des sanctions prises par l'UE en novembre 2011, la BEI a par ailleurs suspendu toute activité en Syrie.

** Cette dénomination ne saurait être interprétée comme une reconnaissance de la Palestine en tant qu'État et est sans préjudice de la position de chaque État membre de l'UE à ce sujet.

SECTEURS

Énergies renouvelables et efficacité énergétique

Transports durables et aménagement urbain

Gestion des déchets solides

Foresterie et utilisation des terres

Recherche, développement et innovation

DONATEUR	ENGAGEMENTS DU DONATEUR	OPÉRATIONS APPROUVÉES
ROYAUME-UNI	15 millions de livres sterling	14

RETOMBÉES ATTENDUES

De l'eau potable saine pour plus d'un million de personnes

Une réduction des émissions de carbone

Davantage d'investissements en faveur du climat

Camena (Action en faveur du climat au Moyen-Orient et en Afrique du Nord) est une enveloppe consacrée à l'action en faveur du climat au sein du Fonds fiduciaire de la FEMIP, financée par le ministère britannique du développement international (DFID).

Les aides non remboursables accordées au titre de Camena aident le bassin méditerranéen à lutter contre les changements climatiques en rendant les projets des secteurs public et privé plus bancables pour la BEI et d'autres investisseurs. Camena offre une assistance technique pour la réalisation d'évaluations des risques climatiques et de la vulnérabilité, d'études de faisabilité, d'évaluations des incidences environnementales et sociales et pour le renforcement des capacités. Les investissements en fonds propres sont également possibles.

PRIORITÉS

- Mesures destinées à remédier à l'instabilité
- Développement à long terme
- Environnement et société
- Résilience face aux changements climatiques
- Croissance économique
- Réduction des émissions de gaz à effet de serre

FAITS MARQUANTS CONCERNANT LES PROJETS

CAMENA aide Alexandrie, la deuxième ville d'Égypte, à moderniser ses installations d'épuration pour quelque 1,5 million d'habitants. La BEI a approuvé une enveloppe de financement comprenant des prêts et des aides non remboursables pour ce projet qui vise à **réduire les rejets d'eaux usées** dans la mer et les émissions de méthane.

En 2016, une aide non remboursable d'un montant de 280 000 euros a été accordée au titre de Camena pour la réalisation d'une étude ciblant des projets de réduction des émissions de gaz à effet de serre en Égypte, en Jordanie, au Liban, au Maroc, en Palestine et en Tunisie. Achevée en 2018, **cette étude a recensé 34 projets**. Trois projets ont été sélectionnés de par leur potentiel d'investissement : des **logements sociaux** au Maroc, une **station de pompage de l'eau** en Jordanie et une **petite centrale solaire** en Tunisie.

DONATEUR
PAYS-BAS

ENGAGEMENTS DU DONATEUR	FINANCEMENTS APPROUVÉS	OPÉRATIONS APPROUVÉES
2 millions d'euros	850 000 euros	2

Le Fonds pour le secteur de l'eau a été créé par la BEI et l'État néerlandais. Il soutient des projets ayant trait à l'eau dans les pays à revenu faible et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. Dans ces pays, les ressources financières des pouvoirs publics sont souvent limitées, ce qui ne leur permet pas de mettre en œuvre des projets liés à l'eau de manière adéquate. De nombreux habitants de ces régions ne bénéficient pas de services d'assainissement de base ou d'un approvisionnement durable en eau. En remédiant à cette pénurie de financements, les aides non remboursables et l'assistance technique accordées au titre de ce fonds fiduciaire aident les pays à planifier des projets ayant trait à l'eau novateurs et à améliorer la gestion des ressources hydriques.

Le Fonds pour le secteur de l'eau cible, pour l'essentiel, les zones urbaines de moyenne et grande dimension de plus de 100 000 habitants, ainsi que les groupements de villes plus petites. Il contribue à la réalisation de l'objectif de développement durable n° 6 (Eau potable et assainissement).

RETOMBÉES ATTENDUES

De l'eau propre et salubre pour des centaines de milliers de personnes

Des services d'assainissement de meilleure qualité

PRIORITÉS

Amélioration des infrastructures hydriques

Projets liés à l'eau innovants

Amélioration des systèmes de gestion de l'eau

FAITS MARQUANTS CONCERNANT LES PROJETS

Le Fonds pour le secteur de l'eau va financer une étude de faisabilité d'un montant de 350 000 euros portant sur un **projet ayant trait à l'eau propre** dans la région de Tillabéri, dans l'ouest du Niger. Le Niger fait face à des risques accrus liés aux changements climatiques (précipitations irrégulières, sécheresses plus longues et saisons humides plus courtes). La population croît rapidement et les mouvements migratoires vers les zones urbaines mettent à rude épreuve les services d'eau et d'assainissement. La ville de Terá n'a pas accès à une eau saine et propre et la région souffre de pénuries d'eau chroniques. L'étude déterminera s'il est possible de raccorder les réseaux d'eau de Terá à une station d'épuration située à Gotheye au moyen d'une conduite longue de 106 kilomètres. Ce projet permettrait d'approvisionner **250 000 personnes en eau propre et salubre**.

Le Fonds pour le secteur de l'eau finance une étude visant à améliorer l'approvisionnement en eau à Liwonde et Balaka, dans le sud du Malawi. Au Malawi comme dans d'autres pays d'Afrique, de nombreuses personnes s'installent dans les zones urbaines et l'eau propre est une denrée rare. À Liwonde, les eaux fluviales sont actuellement traitées dans une station d'épuration classique puis distribuées par le biais de réservoirs. Cette étude, d'un montant de 495 000 euros, servira à évaluer les incidences d'une extension à grande échelle de l'approvisionnement en eau pour Liwonde et Balaka et de l'installation de systèmes de pompage plus perfectionnés. Le projet pourrait fournir **de l'eau propre à 70 000 personnes qui ne sont pas approvisionnées actuellement**.

La Plateforme du financement climatique Luxembourg-BEI (PFCL) est une initiative conjointe des autorités luxembourgeoises et de la Banque européenne d'investissement. Elle appuie des projets dans le domaine de l'atténuation des changements climatiques et de l'adaptation à leurs effets dans le monde entier grâce à des solutions de financement innovantes et à fort impact.

Les investissements de la PFCL portent sur la restauration et l'utilisation durable des terres, l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables, les données sur la résilience climatique et les solutions techniques, ainsi que sur la production d'électricité hors réseau pour les ménages et les petites entreprises.

INVESTISSEMENTS SOUTENUS

Investissements dans des fonds de dette et de participation (dont financements subordonnés)

Investissements directs sous forme de prêts (dont dette subordonnée et mezzanine)

DONATEUR	ENGAGEMENTS DU DONATEUR
LUXEMBOURG	30 millions d'euros

OPÉRATIONS APPROUVÉES
4

RETOMBÉES ATTENDUES

Des économies d'énergie de **1 913 GWh** par an, soit la consommation de **200 000 foyers**

Une réduction des émissions grâce au recyclage de **172 000 tonnes** de déchets

Un reboisement durable et une conversion à l'usage agricole d'environ **5 000 km²** de terres dégradées

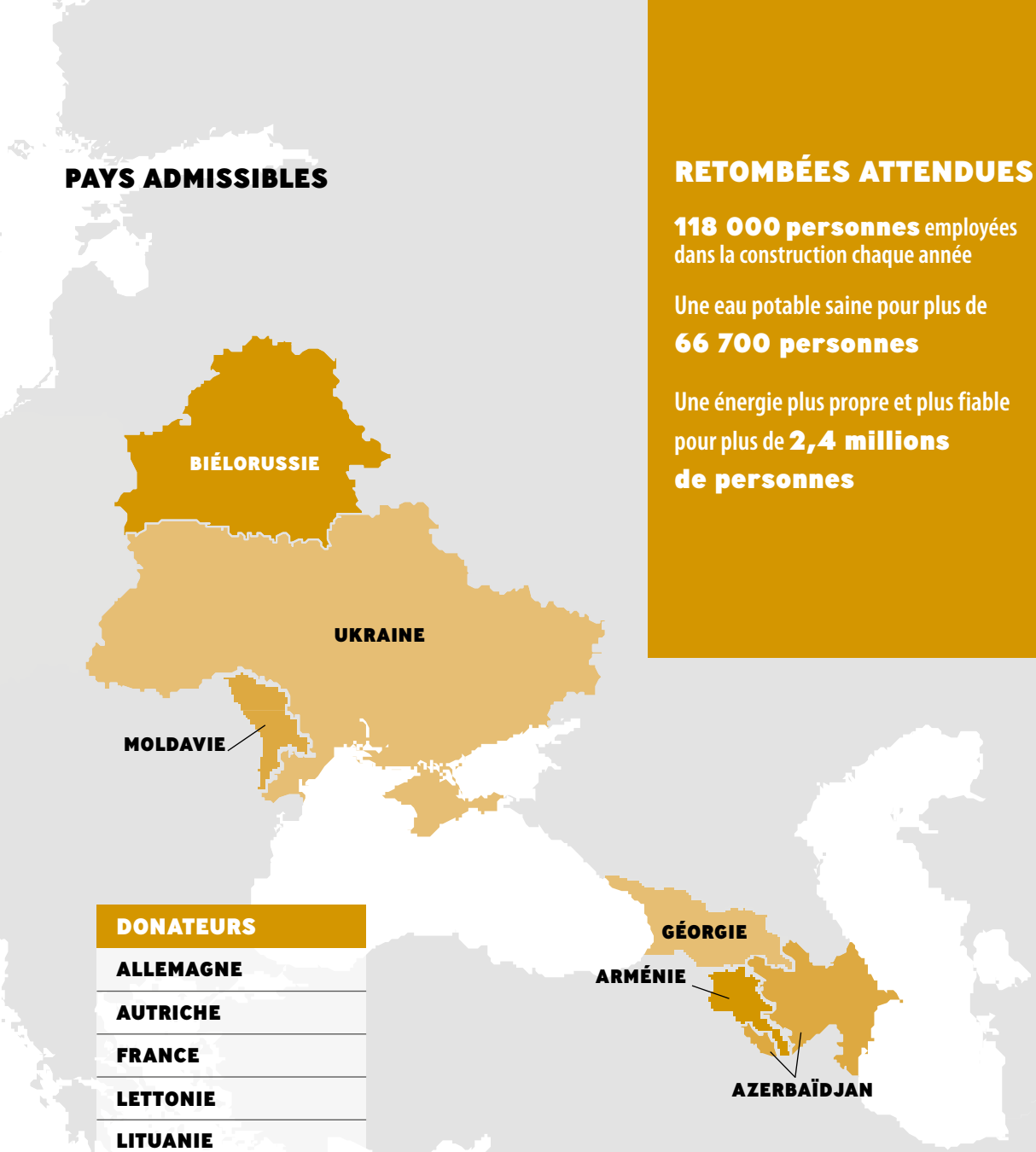
FAITS MARQUANTS CONCERNANT LES PROJETS

La BEI et la PFCL ont toutes deux investi dans le Land Degradation Neutrality Fund, à hauteur de 38 millions d'euros et 5 millions d'euros respectivement. Ce fonds de 300 millions de dollars a été créé par la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification en réponse à la dégradation des sols dans le monde. On estime que 30 % des terres arables sont dégradées. Le fonds soutient divers projets, comme Café Selva Norte d'Ecotierra au Pérou. Ce projet, d'un montant de 12,7 millions de dollars, vise à **restaurer 23 000 hectares de terres dégradées** et à **améliorer les moyens de subsistance de 2 400 producteurs de café**.

Le fonds soutient des agriculteurs, tel Gilbert Carranza Barboza qui gagne sa vie en cultivant et en vendant du café au Pérou. « En plantant des arbres, nous pouvons réguler la température dans nos plantations et créer un microclimat adéquat pour la maturation des caféiers, tout en contribuant au développement durable de la planète », explique-t-il. Depuis qu'il a planté des arbres dans son exploitation, Gilbert a vu sa production annuelle multipliée par cinq. Il possède désormais six hectares de terre et produit du café biologique de haute qualité qui se vend à prix fort. Il prépare également l'avenir et a commencé à enseigner à ses deux enfants les avantages de l'agroforesterie dans l'espoir qu'ils reprennent un jour son entreprise.

Gilbert Carranza Barboza dans son exploitation

PAYS ADMISSIBLES



RETOMBÉES ATTENDUES

118 000 personnes employées dans la construction chaque année

Une eau potable saine pour plus de **66 700 personnes**

Une énergie plus propre et plus fiable pour plus de **2,4 millions de personnes**

DONATEURS
ALLEMAGNE
AUTRICHE
FRANCE
LETTONIE
LITUANIE
POLOGNE
ROYAUME-UNI
SUÈDE

OPÉRATIONS APPROUVÉES
33

ENGAGEMENTS DES DONATEURS
40,4 millions d'euros

PRIORITÉS

Secteur privé et petites entreprises

Aménagement urbain et transports

Énergies renouvelables et efficacité énergétique

Infrastructures liées à l'eau et à l'environnement

Atténuation des changements climatiques et adaptation à leurs effets

Le Fonds fiduciaire d'assistance technique en faveur des pays du Partenariat oriental (FFATPO) met son savoir-faire à la disposition de ses clients et renforce leurs capacités à réaliser des projets dans les secteurs public et privé.

FAITS MARQUANTS CONCERNANT LES PROJETS

La Moldavie est sujette aux catastrophes naturelles, notamment à la sécheresse, aux inondations, aux phénomènes météorologiques de grande ampleur, aux tremblements de terre et aux glissements de terrain. La BEI a aidé la Moldavie à élaborer un plan visant à réduire les risques liés à ces catastrophes. Le FFATPO a approuvé un montant de **1,9 million d'euros pour l'élaboration d'un plan de gestion des inondations** concernant l'ensemble du pays. Ce programme permettra d'**améliorer les dispositifs de défense contre les inondations en Moldavie** et de protéger les moyens de subsistance de la population.

Le conflit dans l'est de l'Ukraine a poussé 130 000 personnes à quitter leur foyer, ce qui pèse lourdement sur les écoles, les hôpitaux et d'autres infrastructures. La BEI et ses partenaires ont décidé de prêter **200 millions d'euros pour financer la remise en état d'infrastructures publiques et la création d'emplois** dans cinq des oblasts (régions) de l'est de l'Ukraine. Le FFATPO a approuvé une **opération d'assistance technique d'un montant de 500 000 euros** pour renforcer les capacités des autorités locales et accroître l'engagement de la collectivité.

DONATEURS
ALLEMAGNE
AUTRICHE
BELGIQUE
ESPAGNE
FINLANDE
FRANCE
GRÈCE
HONGRIE
ITALIE
LUXEMBOURG
PAYS-BAS
PORTUGAL
ROYAUME-UNI
COMMISSION EUROPÉENNE

FONDS LEVÉS
815 millions d'euros

OPÉRATIONS APPROUVÉES
120

RETOMBÉES ATTENDUES

Un accès à l'électricité pour plus de **4 millions de foyers**

12 000 kilomètres de câbles internet

De l'eau potable saine pour plus de **700 000 personnes**

Le Fonds fiduciaire UE-Afrique pour les infrastructures (FFUEAI) accorde des aides non remboursables pour des projets d'infrastructures en Afrique subsaharienne. Il contribue à réduire la pauvreté et à stimuler la croissance économique. Les aides non remboursables accordées à ce titre peuvent appuyer des projets financés par la BEI et d'autres bailleurs de fonds.

Le FFUEAI intervient dans deux principaux domaines d'activité. L'enveloppe régionale de 483 millions d'euros contribue au financement de projets d'infrastructures nationaux et transfrontaliers dans les secteurs de l'énergie, des transports, de l'eau et des technologies de l'information et de la communication. L'enveloppe « Énergie durable pour tous » de 330 millions d'euros soutient des projets liés aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique, dans le droit fil de l'initiative SE4ALL des Nations unies.

PRIORITÉS

Énergie

Transports

Eau

Technologies de l'information et de la communication

FAITS MARQUANTS CONCERNANT LES PROJETS

Pendant des années, les habitants de Mwanza, dans le nord de la Tanzanie, ont bataillé pour avoir un accès régulier à de l'eau propre. En 2012, le FFUEAI a approuvé une bonification d'intérêts et une subvention d'assistance technique pour la **construction d'une station d'épuration destinée à la population locale**. Depuis 2018, de nombreux habitants disposent pour la première fois d'une eau propre chez eux. Un nouvel escalier public facilite l'accès aux parties supérieures des zones d'habitat informel et de nouveaux blocs sanitaires ont été installés dans une école.

En 2013, le FFUEAI a approuvé une contribution en fonds propres de 25 millions d'euros pour la construction d'un parc éolien dans la région du lac Turkana, dans le nord du Kenya. Ce financement s'est avéré crucial pour la réalisation du projet. À l'issue d'une phase de planification et de construction de près de dix ans, ce parc éolien de 160km² a commencé à alimenter le réseau national en électricité. À pleine capacité, il pourra alimenter 250 000 foyers. Ce projet est le plus grand investissement privé de l'histoire du Kenya.

Banque européenne d'investissement

La banque de l'UE

Banque européenne d'investissement
98-100, boulevard Konrad Adenauer
L-2950 Luxembourg
+352 4379-1
www.bei.org – info@eib.org

twitter.com/EIB
facebook.com/EuropeanInvestmentBank
youtube.com/EIBtheEUbank

Photos : © EIB, Philippe Bourseiller, Shutterstock, Ecotierra

FR 01/2020